



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-130774>

Département(s) de publication : **24, 93**

Annonce n° **24-130774**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Saint-denis

Type de Numéro national d'identification : SIREN

N° National d'identification : 219300662

Ville : Saint-denis cédex 01

Code postal : 93205

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 24, 93

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://marches.maximilien.fr/>

Identifiant interne de la consultation : 202410031612

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Chadira BENDALI, service commande publique

Adresse mail du contact : Mp_achats@ville-saint-denis.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 149336402

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Remplir DC1 (Cf RC)
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Remplir DC2 (Cf RC)
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Remplir DC2 (Cf RC)

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 13/12/2024 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Collectivité

Critères d'attribution : O Critère 1 - 60% : Prix (prix moyen de la tonne euro(s) TTC) o Critère 2 - 30% : Références et caractéristiques d'approvisionnement, moyens de production, stockage (sous abri), délai de livraison o Critère 3 - 10% : Performance environnementale de la mise en oeuvre et de la logistique liée (notamment distance parcourue entre le lieu de production du bois granulé jusqu'au lieu de livraison, modes de transports et types de véhicules, gestion taux d'humidité)

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Fourniture et livraison de bois granulés pour le centre de vacances de Montrem

Code CPV principal - Descripteur principal : 03417000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire sans minimum et avec un maximum de 50000euro(s) ht/an La durée de ce marché est de 12 Mois, renouvelable 3 fois maximum par période d'un an, soit une durée totale de 4 ans à compter de sa date de notification.

Lieu principal d'exécution du marché : Saint-Denis

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Les candidats sont informés qu'une visite du Centre de Vacances est nécessaire, voir détail dans le RC.

Autres informations complémentaires : Liste et description succincte des conditions : Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1 ou DUME ou forme libre) accompagnée des attestations de non-interdictions de soumissionner prévues aux articles L2141-1 et suivants du code de la Commande Publique et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera demandé de prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public. Joindre dans ce cas la copie du ou des jugements prononcés La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ou DUME ou forme libre) complétée notamment avec : Le chiffre d'affaire hors taxes des trois derniers exercices disponibles ainsi que la part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché Les moyens humains et matériel du candidat Une liste des principaux livraisons ou services effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé Document exigé pour le candidat retenu (possibilité de les remettre dès la remise initiale de l'offre): attestations sociales et fiscales Lorsque le cocontractant emploie des salariés, il produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D.8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail : une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1" Les assurances civiles et professionnelles Conditions de remise des candidatures/offres : remise des plis par voie électronique via la plateforme Maximilien (cf RC) Conditions d'obtention du DCE : retrait dématérialisé : <https://marches.maximilien.fr> assistance en cas de difficultés de téléchargement : 0 820 20 77 43 ou via l'adresse mp_achats@ville-saint-denis.fr Conditions d'exécution du contrat : Cf DCE Aucun cautionnement ni retenue de garantie exigés. Financement sur fonds propres de la collectivité et subvention éventuelle. Paiement : cf R2191-26 du Code de la Commande Publique Des négociations sont prévues dans les conditions fixées au RC. Délais et voies de recours: - Référé précontractuel avant

la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; - Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/11/2024